

ment des gains de productivité n'est que probable, les effets pervers d'importation d'équipements et l'aggravation du déficit commercial apparaissent plus que vraisemblables.

En effet, cette incitation à l'investissement dans la productique aurait dû succéder à une politique plus conséquente que celle du **Plan machine-outil** qui saupoudre des subventions. Car l'issue française à la crise paraît très largement conditionnée par la reconquête du marché de la machine-outil. Mère de l'industrie, matrice des autres machines-outils, cette branche créera de nombreux emplois en étant le nœud de l'application des nouvelles technologies intégrant l'informatique. Les industries nationales ont à reprendre l'initiative dans des domaines aussi divers que le matériel de CAO, la commande numérique, le contrôle automatique de qualité, la manipulation-régulation automatique du flux des en-cours (capteurs, robots-manipulateurs, convoyeurs, chariots filoguidés ou transgerbeurs, etc.) et la robotique en général (peinture, soudure, assemblage). La maîtrise de cette branche est aussi la condition de l'indépendance économique. Sachant que l'on doit y inclure les machines à fabriquer les composants électroniques (en particulier ceux de la génération VLSI), on mesure toute l'importance de cette filière productique, très en retard en France en raison de son abandon par le régime giscardien au nom de la politique des « créniaux ».

La balance de fermetures-créations d'emplois de branche à branche ne peut être sérieusement évaluée aujourd'hui ; on peut seulement relever l'importance du bouleversement à venir et l'incapacité des systèmes de formation à dispenser les qualifications nécessaires. Les besoins en formation sur les processus automatisés, contrairement à l'idée communément admise, n'appartiennent pas au domaine d'une simple adaptation au nouveau poste de travail, mais requièrent une qualification réelle. Quant aux activités de recherche (composants, productique) ou de conception des systèmes et architecture de réseaux, elles réclament des ingénieurs de haut niveau dont on évalue déjà le déficit à plusieurs dizaines de milliers d'ici à 1986.

Si la productique peut apparaître comme une condition nécessaire à la sortie de la crise, elle ne saurait être suffisante. La volonté politique, la réorganisation sociale sont aussi nécessaires pour éviter une prochaine crise après épuisement de ces nouveaux gains de productivité.

Mai 1983

Jean-Pierre DURAND

# Droit des personnes et informatique et télématique

*Nous sommes tous « informatisés », sujets passifs de l'informatique et de la télématique. Notre nom et adresse figure sur des centaines de fichiers. Bien d'autres renseignements y avoisinent : état-civil, niveau des revenus et impôts payés, solde des comptes bancaires, comportement électoral, etc.*

**L**A loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés dit bien dans son article 1 : « L'informatique doit être **au service de chaque citoyen**... ». La notion de protection de la vie privée reste liée à celles de données à caractère personnel, dès qu'elles sont collectées, enregistrées, traitées, diffusées :

- soit pour en interdire la saisie (données relatives aux origines raciales, aux opinions politiques, syndicales, philosophiques, religieuses... art. 31)
- soit pour en limiter la collecte (par information des personnes, en précisant le caractère facultatif ou obligatoire des réponses, les destinataires des informations, les droits d'accès et de rectification... art. 27)
- soit pour en corriger l'enregistrement (rectification, complément, mise à jour, effacement des données concernant la personne... art. 36)
- soit pour en freiner le traitement ou la diffusion (demande d'avis ou de déclaration des nouveaux traitements automatisés d'information nominatives, autorisation particulière pour l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques... art. 15-24).

## L'enregistrement des profils

Reste posé le problème des « *informations déduites* ». Le simple fait d'interroger une banque de données, permet, si la trace de cette interrogation est conservée, d'avoir en plus de l'identifiant de la personne, son sujet de recherche... Un certain nombre de renseignements dans un domaine d'étude, peut aboutir à la définition d'un « profil » de cette personne. Livres empruntés, commandes par service télématique... c'est quotidiennement que nous donnons nos références, dans les multiples actes de la vie courante. Avec le développement des services à domicile, grâce à la télématique, partira chaque jour de notre console une foule d'informations sur nos habitudes, notre système de consommation, nos curiosités, nos préférences en matière de loisir... Il y a là sujet à méditation. Car la tentation est grande d'utiliser cette masse de renseignements à des fins statistiques, pour développer ou orienter un marché par exemple !

Faut-il avoir peur de livrer une telle masse d'informations ? Notre facteur, s'il a un peu de mémoire, sait déjà beaucoup sur nous, rien qu'en jetant un œil distrait sur les revues que nous recevons. L'essentiel est de le savoir. Il faut se rappeler que l'informatique utilise des machines qui ont la capacité de stocker de grandes quantités de données et de les traiter.

## Information sur les données collectées

Il est donc nécessaire d'obtenir une **information systématique** des données collectées directement, ou indirectement sur nous, c'est-à-dire savoir ce qu'autrui aura jugé bon de conserver sur nous.

Quatre stades d'information systématique sont possibles, sans qu'il y coûte beaucoup (juste contrepartie de la valeur économique de l'information !) :

- à la **collecte**, en exigeant l'application stricte de l'article 27, en y ajoutant l'indication du propriétaire du fichier et son adresse (pour exercer ses droits d'accès et de rectification) et l'indication — très importante — des finalités des traitements qui seront effectués à partir de cette collecte de données ;
- lors de la **vente de fichiers** (ou de leur transmission). Ou cette opération est prévue lors de la collecte des données et suppose l'accord des intéressés, ou il y a une autre finalité des traitements. De plus, puisque la valeur économique de l'information est ici clairement reconnue, qu'elle serve à informer systématiquement les individus concernés (technique du mailing, liste de diffusion utilisée pour toute publicité) ;
- à la **création des fichiers sensibles**. La loi danoise, par exemple, prévoit cette information systématique pour les fichiers de solvabilité : dès qu'une personne est mise sur la liste rouge des banques, elle doit être informée, pour exercer ses droits de recours. Pourquoi ne pas prévoir cette information systématique lors de la constitution des fichiers de police... de tous les fichiers dont la constitution a pour but une exclusion de l'individu ou des restrictions pour l'exercice d'un droit. Lors

(1) J.H. Lorenzi, O. Pastré, J. Toledano : *La crise du XX<sup>e</sup> siècle*, Economica 1980 et J.H. Lorenzi et E. Le Boucher : *Mémoires volées*, Ramsay 1979.

(2) OST : Organisation scientifique du travail ou taylorisme.

d'une condamnation pénale, que le condamné sache officiellement qu'il figure sur un fichier !

- lors de **L'interrogation d'une banque de données, grâce à un module, gratuit, d'interrogation**, où seraient indiquées : les finalités du service proposé et les modalités de mise à jour des données, les personnes responsables, et surtout l'indication de la conservation ou non de la trace d'interrogation de cette banque et la finalité des traitements s'y référant. Pourraient s'y ajouter des informations concernant les différents partenaires (prestataires, serveurs...) le réseau de diffusion, les pays reliés, etc...

## Affirmer des droits nouveaux

Cette information systématique n'est que le point de départ permettant aux informaticiens que nous sommes, de devenir informatiseurs (1), c'est-à-dire agents actifs, participants à l'activité informatique. Pour devenir citoyens actifs de l'informatique quatre droits sont à reconnaître, dont l'ensemble forme « *les droits des personnes en informatique et télématique* ».

1) **Le droit d'information** qui couvre non seulement les données nominatives, mais qui serait élargi au sens de « connaissance du contexte ». C'est le **droit de savoir** qui suppose l'application de la notion de « **transparence** ». Chaque administration, chaque entreprise privée devrait pouvoir dire au citoyen ce qu'elle a sur lui. Un exemple, en France, pourquoi la préfecture qui délivre les cartes grises n'indique-t-elle pas au propriétaire que son adresse sera communiquée à la police en cas de recherche, au fisc, etc ?

Il est certain que cette transparence n'est pas spontanée (!). Une commission nationale informatique et liberté (CNIL) est bien lointaine pour exercer une pression suffisante. Il faudrait la démultiplier, par des commissions régionales, des correspondants locaux (représentants syndicaux, associations d'informatiseurs...) qui auraient pour mission de veiller à ce que les citoyens soient traités en adultes, informés.

2) **Le droit de contestation**. Ce droit est prévu dans la loi du 6 janvier 1978 et est — en théorie — très étendu. Il se décompose en droit d'opposition et droit de rectification :

• **le droit d'opposition**. Le premier paragraphe de l'article 26 précise « *toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des raisons légitimes, à ce que des informations nominatives la concernant fassent l'objet d'un traitement* ». Tout le problème réside dans cette notion de « raisons légitimes » et renvoie à la contradiction soulevée par la nécessité de concilier les valeurs fondamentales du respect de la vie privée, avec la libre circulation de l'information, base des échanges commerciaux. Ce droit d'opposition devrait pouvoir être reconnu (sans paiement, comme pour l'annuaire téléphonique par exemple), tout en mettant en garde l'individu des conséquences d'une non communication de certains éléments nécessaires pour l'obtention d'une prestation...



### Consulter les écrans.

• **le droit de rectification** est lié au droit d'information. Mais ce droit reste un leurre dans la mesure où les citoyens restent atomisés, livrés à leurs seuls actes individuels. Pour agir efficacement, ils doivent pouvoir se regrouper.

3) **Le droit de représentation** n'est possible que si les individus ont la possibilité de donner naissance à une « personne morale ». Faut-il cependant demander que la loi française reconnaisse à toute personne morale les possibilités reconnues aux personnes physiques ? Un texte général peut être nocif et aboutir à l'effet inverse recherché. En effet, ce qui est exigé c'est l'accès aux informations, et non la protection de cet accès ! La personne morale est une création juridique, utilisée par des personnes physiques, pour toutes sortes de fins. Il serait facile à une entreprise, personne morale, de se retrancher, sous couvert d'intérêts propres, de secret des affaires, derrière le droit de contestation par exemple, pour refuser l'accès à ses informations.

Par contre des associations d'informatiseurs (au même titre qu'actuellement les associations de consommateurs) devraient pouvoir agir, au nom de leurs adhérents, pour faire respecter les droits d'information et de contestation. Elles pourraient agir sur la nature des données, non sur leur valeur ou contenu (action personnelle), et susciter réflexion et formation de leurs adhérents.

Seul ce droit de représentation peut permettre l'exercice du quatrième droit :

4) **Le droit de participation**. Mieux informés, et formés, regroupés en personnes morales spécifiques, les usagers, utilisateurs de l'informatique et de la télématique pourraient alors prendre en main les orientations

et les développements de ces techniques et services, pour qu'ils répondent réellement, à leurs attentes.

## Vers des associations d'« informatiseurs » (1)

Les associations d'informatiseurs auraient un rôle irremplaçable à jouer dans la définition des besoins (les intérêts fondamentaux des individus sont peu étudiés...), la conduite des études, le contrôle et la mise en place d'actions modificatrices pour améliorer les systèmes proposés. Il faut arriver à une politique contractuelle des services informatiques et télématiques.

Nous voulons concilier les libertés d'entreprendre avec les libertés individuelles. Nous devons vivre les contradictions de cette situation.

« *le commencement de la sagesse est la découverte qu'il existe des contradictions dont il faut vivre la tension permanente et qu'il ne faut surtout pas chercher à résoudre... Seule la permanence et la franchise de cet affrontement pourront faire à la sphère de la nécessité, la plus petite, et à la sphère de l'autonomie la plus grande place possible* » (André Gorz, *Adieu au prolétariat*).

Faut-il encore que cet affrontement puisse avoir lieu. Il y manque les informatiseurs...

Brest, le 15 mars 1983  
**Solange de PENANSTER**  
Maître-assistante  
Université de Bretagne Occidentale  
(Brest)

1) Utilisateur ou consommateurs actifs et conscients de l'informatique.

# Reportage : les méandres du droit d'accès

*A la façon des accidents de la route, les problèmes liés au fichage informatique, ça n'arrive pas toujours qu'aux autres.*

Ainsi, cette anecdote :

Comme chacun, je reçois périodiquement ma quittance EDF. Mais, comme certains, il m'arrive de l'oublier, par négligence ou par manque de « liquidités », au fond d'un tiroir.

## EDF garde les traces

Ce jour-là, à la réception de la lettre de rappel, j'envoyai mon chèque de règlement. Quelle ne fut pas ma surprise que, moins d'une semaine après, le compteur soit coupé. Je pris le parti d'aller protester au centre EDF où une employée m'expliqua suavement que vu mes retards de paiement chroniques, il était décidé de ne m'accorder aucun surcis.

EDF conservait donc depuis l'ouverture du compteur, la trace de toutes les dates de paiements, soulignait les retards, même légers et exploitait ces renseignements pour prendre des mesures coercitives à mon égard.

Outre les problèmes politiques que cette histoire pose — moins vous possédez, plus l'Etat est dur avec vous — elle met à jour une utilisation quotidienne et banale des fichiers informatiques. Pas Big Brother, bien sûr, mais une institution qui recueille, stocke et classe toutes sortes d'informations courantes pour, à la sortie, vous piéger.

De là, l'envie d'en savoir plus, de connaître les renseignements que les administrations possèdent sur nous, et donc, de faire appliquer la loi du 6 janvier 1978, dite loi « Informatique et libertés » dont l'article 34 stipule : « Toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les services ou organismes chargés de mettre en œuvre des traitements automatisés, et le cas échéant d'obtenir communications des informations nominatives la concernant ». Ainsi, nous décidâmes, un copain du CIII de Lyon et moi, de faire le tour de certains services administratifs.

## Les informations ne sont pas données à la police !!!

Pour commencer, nous visitâmes les « TCL » (Transport en commun lyonnais), un magnétophone camouflé dans le sac, histoire de ne pas en perdre une

miette. Cet organisme para-public gère un fichier des personnes prises en infraction. Les informations sont conservées deux ans si le conflit a été résolu, cinq ans dans le cas contraire.

Après un jeu de piste, de bureaux en bureaux, nous arrivons dans le service concerné : le contentieux qui dispose de plusieurs écrans.

A notre demande difficilement explicitée, l'employé donne une réponse claire : « *Ecrivez-nous, éventuellement, si nous le jugeons utile, nous autoriserons l'accès* ».

Scandale, nous présentons le texte de loi, nous récrions, demandons à voire le « chef », refusons de sortir.

Enfin, après présentation de papiers d'identité, nous pouvons consulter sur l'écran les données : identité, lieu de l'infraction, nature, date du paiement.

Nos interlocuteurs tentent alors de nous rassurer ; les informations ne sont données à personne, surtout pas à la police, elles seront de toute façon bientôt détruites.

## Sur une autre page de l'écran

A EDF maintenant. Alors là, les hôtes d'accueil nous prennent carrément pour des fous, se regardent, et comme nous insistons, elles nous demandent de les suivre en disant : « *Bon, si ça vous amuse !!!* ».

Elles visualisent sur l'écran les informations : identité, nature du compteur, détails techniques...

Mais aucune trace des dates de paiement... Après demande explicite, l'employée accède à une autre page d'écran où figurent les données en question. Et si nous n'avions pas été au courant ?

Après la bibliothèque municipale, où on nous jure au grand jamais qu'aucune trace des livres empruntés n'est gardée (sauf les trois derniers...), nous décidâmes d'attaquer le gros morceau, la « grande muette », l'armée.

Deux heures dans les bureaux du service national, deux heures à insister auprès de la secrétaire, du petit gradé, du moyen gradé.

Deux heures à s'entendre dire : « *Le*

*chef de corps n'est pas là, écrivez-nous, on vous répondra* ».

Cette plongée dans les méandres du droit d'accès, nous a permis de soulever plusieurs imprécisions de la loi, quant au lieu où peut-être exigé le droit d'accès, si il peut-être oral ?

De plus, nous n'avons aucun moyen de vérifier que l'intégralité des informations nous est montrée.

Dans les trois services administratifs, (TCL, EDF et Armée), la loi est peu ou mal connue. L'exercice du droit d'accès déclenche l'étonnement, et même la suspicion. Une réaction commune : l'employé ouvre le parapluie, en réfère à son supérieur hiérarchique, exige une demande écrite.

## Etre motivé et bien connaître la loi

Nous n'avons pu accéder aux informations nominatives que grâce à une parfaite connaissance de la loi, et une motivation importante. Or, le problème informatique et liberté suscite deux types de réactions qui, schématiquement peuvent s'exprimer ainsi :

— celle de « l'honnête homme », qui n'a rien à cacher : son identité dans plus de 500 fichiers informatisés ? Pas de problème ! On est en démocratie.

— celle du « paranoïaque », pour qui la vie privée n'existe déjà plus. L'énorme ordinateur de la police, connecté à ceux du fisc, de la sécurité sociale et de l'armée permet à tout instant de connaître chaque détail de notre vie. Une toile d'araignée nous enserre.

Ces comportements *a priori* opposés, aboutissent au même résultat, la passivité, le refus d'utiliser des droits déjà très limités. La loi, elle-même, encourage ces visions manichéennes par une approche uniquement individualiste (1) de la protection de la vie privée. Elle institue l'individu-fourmi face à la toute puissante administration-montagne.

B. LESVAL et Y. ORLAREY  
Mai 1983, CIII Lyon

(1) Voir A. Vitalis, *Informatique, pouvoir et liberté*, Editions Economica, 1981.



## EX-GAMIN : la CNIL se déjuge-t-elle ?

*Un de nos lecteurs de Caen nous écrit pour nous signaler qu'il juge "optimiste" l'opinion exprimée dans Terminal 19/84 n° 13, à propos d'AUDASS et de GAMIN au travers de l'article « La CNIL : un premier bilan » (publié dans Terminal n° 13). Il a raison d'être pessimiste. Le sort réservé à l'ex-GAMIN par la CNIL, tout récemment est inquiétant.*

*L'attitude du gouvernement de gauche s'inscrit dans une malheureuse continuité par rapport à la droite sur cette question. La CNIL, sans sortir de ses limites signalées dans l'article sur la CNIL (précédemment signalé), aurait pu se montrer plus incisive. La Commission qui avait adopté une attitude ferme et bien argumentée dans le cas du premier GAMIN n'a pas répondu aux espoirs — somme toute bien ordinaires — qu'on pouvait attendre d'elle.*

Terminal 19/84 a évoqué dans son n° 10, la nouvelle "affaire GAMIN". (Gestion automatisée de la médecine infantile).

L'article visait à attirer l'attention de toutes les personnes qui se sentent concernées par le fichage et faisait état de la constitution d'un nouveau système par le ministère de la Santé et, — faute d'informations précises — appelait à la vigilance.

Depuis que cet article a été écrit, la situation a considérablement évolué.

Il est possible de faire le point.

Le nouveau dossier désigné sous l'appellation de "Traitements automatisés relatifs aux certificats de santé du jeune enfant" a été déposé auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), en décembre 1982.

La Commission a rendu son avis le 15 mars 1983 (délibération n° 83-24). Il est favorable. Cet avis porte sur les trois projets d'arrêtés qui constituent le fondement juridique du nouveau GAMIN. (cf l'encadré ci-joint)

Jusqu'au bout, le ministère de la Santé s'est refusé à rendre publique, la version définitive de son projet et la CNIL ne pouvant juridiquement pas le faire avant de rendre son avis, il a donc fallu attendre la décision de la Commission pour pouvoir consulter le dossier complet au siège de la CNIL.

La description des grandes lignes de la nouvelle application informatique a été faite dans le n° 10.

Il y aura donc trois arrêtés ministériels, chacun correspondant à un sous système de l'ensemble de l'ex-projet GAMIN. GAMIN qui existe déjà dans une trentaine de départements représentant 60 % des naissances sera maintenu à titre de système transitoire (édition automatisée de fiches d'enfants à risques en moins) : cela fait l'objet du premier arrêté. Le deuxième arrêté vise le nouveau GAMIN proprement dit (Voir Terminal 19/84 n° 10). Chaque département dis-

poserait d'un mini-ordinateur dans lequel seraient implantés deux fichiers distincts et juridiquement non connectables entre eux. Un fichier nominatif de renseignements administratifs sur chaque enfant et sa famille, un fichier anonyme sur des caractéristiques socio-médicales de chaque enfant. Le premier fichier aurait un objectif de gestion, le deuxième de statistiques. L'accès aux données est très réglementé et leur conservation limitée au moins pour le premier fichier à un maximum de trois ans. Le troisième arrêté porte sur un système expérimental de "clé codée" permettant de relier les trois certificats de santé d'un enfant pour permettre de faire des statistiques dites longitudinales (pouvoir suivre un groupe de personnes dans le temps par opposition aux statistiques dites transversales qui ne permettent l'étude d'un phénomène qu'à un moment donné).

A noter que chaque service de protection maternelle et infantile départemental aura,

en droit, la faculté de refuser toute informatique ou de prendre un système quelconque pourvu qu'il puisse fournir les statistiques demandées par le ministère de la Santé, ce qui apparaît difficile, sans ordinateur.

Les lecteurs intéressés peuvent se mettre en rapport avec l'auteur de ces lignes s'ils veulent en savoir davantage.

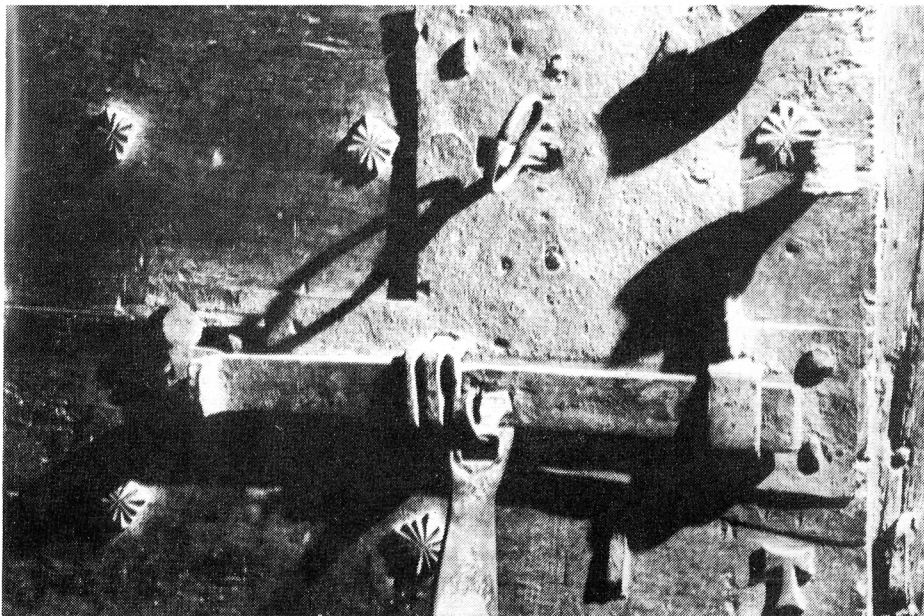
Quelques précisions sont nécessaires.

Le "système astucieux" de transit par les Caisses d'allocations familiales signalé dans le n° 10 a été abandonné par le ministère de la Santé. La Caisse nationale des allocations familiales n'y était pas favorable. Ouf ! En revanche, la CNIL **accepte** un fichage douteux. En effet, à côté du nouveau système qui paraît tirer les leçons de l'avis défavorable de 1981, coexisteront le système informatique "transitoire" (reprise de l'ancienne application, édition automatisée des fiches d'enfants à risques en moins) et un fichier manuel constitué des certificats de santé ou de leurs "images", c'est-à-dire de documents nominatifs dont la circulation et le stockage ne sont pas bien réglementés.

Pour parler franc : c'est un scandale ! Si l'on s'en tient aux textes et à la délibération (reproduite en encadré), il apparaît que le nouveau GAMIN — mais lui seul — n'est pas très dangereux pour les libertés. C'est l'opinion qui a cours parmi ceux qui suivent, très attentivement, le dossier de la CFDT, notamment. Cette organisation a pourtant, seule d'ailleurs, émis de sérieuses réserves sur l'ensemble du projet présenté (les trois systèmes). C'est aussi mon avis.

Il apparaît à juste titre, à la CFDT que si on postule les bonnes intentions du ministère de la Santé — ce que doit aussi faire la CNIL — des précautions non négligeables sont prises pour protéger les libertés dans le nouveau GAMIN.

Le scandale est que le projet procède d'une grande prétention technologique. Suivant en cela l'avis de l'INSERM, la CFDT s'est élevée contre l'idée qu'on pourrait tirer des statistiques épidémiologiques fiables à partir des 40 ou 50 critères médicaux des certificats dont certains font de plus largement appel à la subjectivité du médecin.





Les chercheurs de l'INSERM et "la Commission GAMIN" de la CFDT dont je fais partie, pensent au contraire qu'on ne peut faire — sur un aussi grand nombre de certificats — de statistiques valables qu'à partir de 5 ou 6 critères objectifs (exemple : taille, poids...).

Si du point de vue statistique, le système ex-GAMIN apparaît trop ambitieux, il semble bien dérisoire en matière de gestion. On va dépenser beaucoup d'argent, de temps, d'énergie pour sortir des "listes de gestion" comme dit le ministère de la Santé. On aurait ainsi, en sortie d'ordinateur, des lettres de relance adressées aux mères, du style : « Nous n'avons pas encore reçu le certificat de santé n° 1, 2 ou 3 relatif à votre enfant... ».

Cela fera "une belle jambe" aux usagers. Alors à quoi bon un tel système ? Sauf sous un régime de tendance dictatoriale, il n'y a pas de gros risques pour nos libertés. Par rapport aux fichiers des gendarmes et autres policiers ou militaires, il n'y a pas de quoi "fouetter un chat". En revanche, la

conception des tâches des travailleurs sociaux qui est sous-jacente aux projets GAMIN, mérite discussion. Finalement, et c'est là que je rejoins le lecteur de Caen, les intentions suspectes du ministère de la Santé demeurent : elles sont, de pouvoir disposer de moyens de connaître les "milieux sociaux à risques" afin de mieux concentrer l'activité des travailleurs sociaux vers ces milieux.

Quand une institution dispose (le dossier GAMIN tel qu'il est présenté à la CNIL) d'un instrument qui ne répond qu'accessoirement à ses réelles ambitions, on ne peut qu'être inquiet et rester vigilant, la CNIL aurait pu rendre un autre avis si la mobilisation de l'opinion avait été plus forte. Il n'en a rien été, les organisations qui auraient pu exercer une pression de masse sur la commission n'ont pas fait d'objection majeure à ce deuxième GAMIN, alors qu'elles avaient soulevé des réserves pour le premier.

Un fichage liberticide est plus facile à combattre qu'une technocratie non avouée.

Pierre Benoît

#### DELIBERATION N°83-24 DU 15 MARS 1983 PORTANT AVIS SUR LES TRAITEMENTS AUTOMATISES RELATIFS AUX CERTIFICATS DE SANTE DU JEUNE ENFANT

Sur le système général du traitement des certificats de santé,  
Considérant :

- qu'à la différence du système GAMIN où un fichier nominatif rassemblait des données d'ordre administratif, médical et médico-social, le nouveau système crée deux fichiers, l'un nominatif où figurent les renseignements d'état civil, l'autre comprenant des données d'ordre médical et médico-social et certaines données administratives à l'exception des mentions de l'état civil ;

- qu'aucune inter-connexion ou rapprochement ne peut exister entre les deux fichiers ;

- que les mesures de sécurité et de confidentialité imposées à GAMIN, notamment la destruction périodique des informations nominatives quel qu'en soit le support, subsistent dans le nouveau système ; que, de plus, les équipements informatiques seront installés directement dans les locaux des services de protection maternelle et infantile (PMI) ;

- qu'il n'y a pas lieu à création d'une Commission départementale de surveillance, le contrôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés pouvant s'exercer à tout moment, notamment par les délégations prévues à l'article 11 de la loi du 6 janvier 1978 ;

Sur le projet intitulé "fonction expérimentale — clé codée",  
Considérant :

- que les finalités du traitement "fonction expérimentale — clé codée" diffèrent du système général précité, en ce qu'elles concernent l'élaboration de statistiques portant sur les trois certificats du jeune enfant au 8<sup>e</sup> jour, 9<sup>e</sup> mois et 24<sup>e</sup> mois ; qu'en conséquence, il est prévue une clé codée permettant de relier les informations des trois certificats relatifs à un même enfant, dont le mode de construction n'est connu que du médecin responsable de la PMI ;

- que l'expérience est susceptible d'être menée dans dix départements pour une période de trois années ; qu'à l'issue de ce délai, la CNIL sera saisie pour avis en vue de la généralisation éventuelle de ce traitement expérimental ;

- qu'en référence à la finalité du traitement, il convient de préciser les destinataires des informations médicales prévues dans le cadre de ce système : directions départementales de l'action sanitaire et sociale, et unités d'enseignement et de recherche de l'INSERM, à l'exclusion de toute personne physique ou morale, et notamment des médecins traitants ;

Sur le système transitoire,  
Considérant :

- que ce système existe dans les trente quatre départements où le système GAMIN avait été installé, qu'il en diffère en ce qu'il ne permet plus l'édition des fiches d'enfants prioritaires ;

- que ce système doit être progressivement remplacé par le système général précité ;

Emet un avis favorable aux trois projets d'arrêtés qui lui ont été soumis.

Jacques Thyraud  
Président

## Le troisième de la

Terminal 19/84 a publié, dans le numéro 13, un article de fond sur la Commission nationale de l'informatique et des libertés (« La CNIL un premier bilan »). Depuis cette publication des débats ont eu lieu au sein du CIII alors qu'une évolution inquiétante de la jurisprudence de la Commission se dessinait, (voir l'éditorial du numéro 14). Par ailleurs, la Commission a répondu favorablement à notre demande de fourniture, (à titre gratuit) d'un exemplaire de son troisième rapport (1).

Un certain nombre « d'affaires » ont fait l'objet de mentions dans l'article « La CNIL, un premier bilan ». Le troisième rapport indique quelles suites elles ont eues entre le 15 octobre 1981 et le 15 octobre 1982.

Ainsi, le deuxième volet d'AUDASS qui concerne l'Aide sociale générale a bénéficié d'un avis favorable (Délibération n° 82 101 du 29/06/82). Le texte de l'avis est très court : les réserves exprimées sont comparables à celles qui avaient été formulées pour le premier volet d'AUDASS (Aide sociale à l'enfance p.19, deuxième rapport). On peut se demander si tous ces systèmes (AUDASS, GAMIN...) de gestion par l'informatique du secteur social rendent bien les services attendus (amélioration des conditions de travail du personnel, meilleur service des usagers, meilleure utilisation des fonds publics), si on n'a pas été obnubilé par la question des libertés que ces systèmes ne mettent pas actuellement en danger, si on n'a pas négligé par contre de critiquer les prétentions technocratiques exorbitantes que ces projets recèlent, car l'utilité même de ces projets est contestable ! Les questions sont posées. Il faudra y revenir.

### Le mauvais rôle de la CNIL

Le dossier GAMIN (cf l'article sur GAMIN p. 25-26) montre bien les limites de la CNIL. Celle-ci aurait pu — en restant sur le seul plan du respect des libertés — se montrer plus incisive vis-à-vis des promoteurs de GAMIN, plus exigeante. Il montre aussi quelles limites rencontrent les travailleurs et leurs organisations quand ils saisissent la commission. Le recours à la CNIL est plus efficace quand il peut s'appuyer sur des luttes sociales et il est décevant dans le cas contraire. La CNIL est portée à aller assez

# Le rapport CNIL

loin dans le souci de rassurer les automatiseurs. C'est une des faces de son double rôle. Cette attitude se retrouve dans la regrettable évolution de sa jurisprudence (cf éditorial du n° 14 de Terminal 19/84 : notions de « finalité sociale » ou « d'extension de finalité », dossier GAMIN de 1983, recensement - délibérations de 1982). La palme de cette bienveillance coupable revient à l'avis de la CNIL portant sur les fichiers des gendarmes (n° 81 120 du 15/12/81).

Extraits :

(...) « *Considérant qu'il apparaît à la Gendarmerie que le bon accomplissement de l'ensemble de ces missions implique la connaissance de la population par l'identification des personnes et la centralisation des renseignements individuels ;*

*Considérant qu'au vu des investigations auxquelles la Commission a procédé, il a été constaté que, dans chaque brigade territoriale, il était tenu un unique fichier alphabétique de renseignements et un dossier chronologique de renseignements ;*

*Considérant que le fichier alphabétique et le dossier chronologique de renseignements font apparaître, outre l'identité des personnes, les avis de condamnation et des renseignements de moralité dont le caractère est très subjectif ;*

*Considérant que ces informations sont conservées jusqu'à ce que les personnes aient atteint l'âge de 80 ans ;*

*Considérant la collecte des données, la Gendarmerie s'efforce d'obtenir les renseignements de manière indirecte alors que l'article 25 de la loi du 6 janvier susvisée dispose que « la collecte des données opérées par tout moyen frauduleux, déloyal ou illicite est interdite » ;*

*Considérant la loi d'amnistie, aucune condamnation n'est effacée du fichier alors que l'article 25 de la loi n° 81 376 du 4 août 1981 susvisée dispose qu'« il est interdit à toute personne en ayant eu connaissance de rappeler sous quelque forme que ce soit ou de laisser subsister dans tout document quelconque les condamnations pénales, les sanctions disciplinaires ou professionnelles et les déchéances effacées par l'amnistie... » ;*

*Considérant les conditions dans lesquelles s'effectue la collecte d'un répertoire des condamnations prononcées par la juridiction quant à la création d'un casier judiciaire parallèle ;*

*Estime que :*

*La Gendarmerie est dans une situation contraire à l'esprit des lois susmentionnées ;*

*Déclare que :*

*Elle examinera avec les représentants de la Gendarmerie et des ministères concernés les conditions dans lesquelles ce fichier doit être mis en harmonie avec la loi « Informatique et liberté ».*

## Le bon rôle de la CNIL

Quelques points peuvent être mis à l'actif de la commission. C'est l'autre versant de son double rôle. Un travail important a été mené en matière de recherche en sciences sociales. La CNIL aurait très bien pu accéder à la demande des chercheurs dans le domaine social « les yeux fermés ». Il suffisait de leur permettre de manipuler à leur gré des données nominatives sous couvert de mieux connaître la réalité sociale et de fournir des éléments « objectifs » d'orientation de la politique menée. La Recherche, en effet, peut amener, par exemple, des études longitudinales de groupes (panels) d'individus. Cela suppose de suivre la vie de personnes nommément désignées pendant trente ans ou plus. Cela implique également la constitution de fichiers nominatifs. Comme la « cause » paraît juste, il y a là de quoi endormir la méfiance de la CNIL. Or, celle-ci a entrepris de discuter, presque pied à pied, les formes de recherches vraiment nécessaires, leur utilité sociale, et, cas par cas, de la nécessité de disposer et de conserver pendant des années des renseignements nominatifs.

La CNIL paraît avoir étudié, sérieusement aussi, la question des fichiers des juifs dont la presse a beaucoup parlé. La commission indique leur diversité et leurs contenus

connus. Elle fait l'aveu des limites de ses investigations. Par ailleurs, au rang des mesures utiles, on peut classer la nomination d'un « *Monsieur droit d'accès* » et le travail de clarification des compétences entre la CNIL et la CADA (Commission des droits d'accès aux documents administratifs) accompli en commun par ces deux organismes. A ce propos, un arrêté du Conseil d'Etat du 19 mai 1983 (cf *Le Monde* du 26 mai 1983) statuant sur l'accès aux fichiers de la gendarmerie tend à restreindre les possibilités de recours des intéressés en cas de refus opposés à leurs demandes d'accès à des fichiers les concernant à la seule CNIL. Voilà une décision restrictive non imputable à la CNIL. Comme quoi, c'est de tout l'appareil d'Etat qu'il faut se méfier et non d'une institution parmi d'autres.

En guise de conclusion, la mise en évidence du double rôle de la CNIL (cf Position du CIII, *Terminal 19/84* n° 13) doit aussi bien, préserver de toute illusion à l'égard de cette institution, que de l'attitude négative qui consisterait à renoncer de s'en servir. Il faut se positionner cas par cas.

P.B.

(1) Troisième rapport de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Documentation française.

*Une séance de la Cour des Comptes à l'époque de François 1<sup>er</sup>.*

